

Stabilité du marché hypothécaire

La politique bancaire en vigueur qui fixe à 30 % le montant exigé de contribution propre, écarte toute possibilité d'achat de logement individuel pour la majorité de la population, dans le même temps il manque environ deux millions d'appartements sur le marché⁸. La conséquence la plus probable sera une hausse radicale des loyers, mais les prix des appartements à la vente ne devront pas nécessairement baisser rapidement. De même, les frais d'amortissement des prêts hypothécaires en devise étrangère (79 % à 81 % du total du portefeuille de crédit en 2008⁹) ont énormément augmenté en raison de la subite chute de la valeur du zloty et du changement très peu favorable en politique bancaire du calcul des marges de flottaison.

La population pense que les banques manipulent le taux de change au détriment des clients. À l'heure actuelle, la différence entre les valeurs d'achat et de vente peut atteindre 12 %¹⁰; et pas même l'Agence de la Concurrence et de la Protection des Consommateurs ne peut imposer de restrictions sur le taux de change. Des groupes de consommateurs se réunissent via Internet afin de se procurer des devises étrangères en grosses quantités dans l'espoir de négocier le montant du *spread* et même parfois de renégocier les conditions de leurs contrats de crédit¹¹.

La crise du crédit et la menace de banqueroute généralisée

15 % des entreprises ont déjà des problèmes pour obtenir des crédits de fonctionnement¹². Les banques ont durci les conditions de délivrance des prêts pour 50 % des entreprises, situation qui s'aggraverait certainement en 2009. D'après les pronostics préliminaires, la banque disposera de deux fois moins de fonds à prêter en 2009 que l'année précédente. Il est tout à fait probable qu'elles aient commencé à démarcher les entreprises pour qu'elles soldent ou renégocient leurs prêts en réclamant des indemnités de retard selon les conditions du contrat de crédit¹³. En 2008, par pression de la concurrence, les banques ont délivré de nombreux prêts avec des marges d'intérêt réduites au minimum, ces prêts sont aujourd'hui devenus une charge pour les banques. Les petites et moyennes entreprises qui manquent de garanties significatives dans leur capital privé sont particulièrement menacées.

En plus de la crise du crédit, des milliers de sociétés sont tombées dans le piège des stock options et elles frôlent aujourd'hui la banqueroute. Encouragées par les banques, les entreprises ont acquis des stock options en grandes quantités pour protéger les bénéfices de leurs exportations. À la suite de la rapide dévaluation du zloty, non seulement ces entreprises ont perdu la totalité

de leur capital de départ mais elles ont aussi cumulé des dettes colossales en raison de contrats mal protégés.

Le déficit démocratique

D'autres gros problèmes sont la baisse des revenus de l'état et l'augmentation des dépenses du paiement de la dette publique. Ces deux points sont étroitement liés à la déficience démocratique régnante : aucun débat public n'est venu encadrer le nouveau prêt d'urgence de la Banque Mondiale pour un montant de 3.750 millions d'euros et les activités de l'État sont, dans une grande mesure, peu claires pour les médias, les élus et le public. Lorsque la Depository Trust & Clearing Corp. (qui intervient comme registre central du commerce d'échange de crédits) a publié ses rapports, avec les mille contrats les plus importants, il s'est avéré que la République de Pologne ainsi que d'autres états souverains, avaient participé au commerce de produits dérivés comme le secteur privé. Depuis le début du XXI^{ème} siècle, l'OCDE, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) ont organisé des formations et séminaires pour les fonctionnaires du Ministère de l'Économie afin de participer à la création et à la négociation des marchés de dette publique. Lorsque l'État intervient en tant que société commerciale, il abandonne ses citoyens, en particulier ceux qui ne génèrent pas de revenus pour l'État ou le marché.

Conséquences – disparités hommes-femmes

En 1989 et 1990, lorsque la Pologne a emprunté la voie du libre marché, les premières victimes ont été les ouvrières du secteur textile, les usines non-compétitives fermaient et rien ne venait les remplacer. À l'heure actuelle, le secteur textile rajeuni, où prédominent les femmes, fait une nouvelle fois l'objet de réduction : à mesure que les commandes d'importations (principalement depuis l'Allemagne) diminuent, les sous-traitants locaux réduisent leurs activités ou ferment, ce qui mène à une perte sèche évaluée à 40.000 emplois¹⁴.

Prisonniers de l'économie souterraine

La baisse des revenus familiaux attribuée à la crise économique pourrait générer l'appauvrissement de groupes sociaux entiers, en particuliers les classes populaires et moyennes. Il est tout à fait probable que l'impact soit plus significatif chez les femmes, ce sont elles qui, par tradition, prennent la plus grosse responsabilité quant au bien-être familial (ceci est vrai en particulier dans les groupes aux revenus les plus faibles). Certains analystes signalent que la crise amplifie le secteur « au noir » (informel) de l'économie polonaise à mesure que de nombreux chefs d'entreprise, en particulier les petits, tentent de minimiser les coûts salariaux et évitent la fiscalité et autres coûts liés au travail légal. Il semble très probable que le développement de l'économie au noir affecte davantage les femmes que les hommes, ce sont elles qui sont embauchées sur les emplois faiblement rémunérateurs, en particulier dans le secteur des services privés (par exemple la vente au détail).

Limites à la génération de revenus

La diminution des moyens financiers transfère les coûts sociaux de la crise financière sur les foyers et les fem-

mes en particulier. Environ 60 à 70 % du travail non-rémunéré d'aide à la famille est effectué par les femmes¹⁵. La classe sociale, l'origine ethnique, l'âge et la situation géographique sont les éléments déterminants pour distinguer l'impact qu'a cette crise économique sur les hommes et les femmes. Par exemple, en raison des frais élevés de location d'un logement, la mobilité sur le marché du travail devient limitée pour les habitants de petits villages situés dans des zones où la récession économique est importante. L'obligation, enracinée au niveau institutionnel, de fournir le travail domestique au sein du foyer, limitent encore davantage la capacité des femmes en âge de se reproduire à chercher des moyens alternatifs de création de ressources.

Organisations de femmes

De nombreuses organisations de défense des droits de la femme, y compris des ONG, savent déjà ce que signifie perdre des fonds à mesure que les dons des entreprises privées et des particuliers diminuent fortement. Les fonds publics ont également diminué en raison de la baisse estimée du PIB pour 2009, obligeant à faire des coupes dans de nombreux programmes budgétaires. Le budget du Fond d'Initiatives Civiques, un programme gouvernemental qui soutient les organisations à but non lucratif, sera diminué de moitié. Tant que les objectifs néolibéraux sont la priorité (gestion de la diversité, discrimination, esprit d'entreprise) et que les ONG endossent le rôle de prestataires de services à mesure que l'État se retire du secteur social, le fond a apporté des ressources importantes pour soutenir les activités des ONG. Il est tout à fait probable que le financement que les ONG reçoivent des autorités locales chute également.

Par ailleurs, la crise économique a déjà eu une conséquence négative sur la capacité des ONG de femmes à recevoir des fonds aussi bien de la part des donateurs privés que publics pour leur participation à un projet financé conjointement avec la Commission Européenne. Ceci est spécialement alarmant car, alors que les fonds de l'Union Européenne ont généré de nouvelles opportunités pour les ONG en Pologne, ni l'État, ni les autorités locales n'ont développé les mécanismes nécessaires pour apporter un soutien financier aux ONG qui obtiennent des fonds de l'Union Européenne.

Un scénario lugubre

Il est possible qu'une situation d'aggravation économique s'installant dans le temps cause des conflits sociaux et politiques au cours des prochaines années. L'éventuelle polarisation économique, le chômage montant et le cuisant échec des marchés financiers ainsi que le budget public pourraient être l'antichambre du développement de comportements et partis radicaux, conservateurs et de droite. La montée du néo-conservatisme pourrait encourager des valeurs traditionnelles, patriarcales et cantonner les femmes à leur rôle traditionnel. « cuisine, enfants et peut-être l'église ». De plus, parce qu'on les considère comme bien plus importantes, les questions économiques peuvent dominer le discours public et causer une marginalisation des problèmes sociaux et des problèmes liés aux rapports hommes-femmes. ■

8 Enquête sur Internet menée par Money.pl disponible sur : <www.money.pl/banki/raporty/artykuly/kredyty;hipoteczne;tylko;dlabogatyach,142,0,376462.html>.

9 Données fournies par l'Association des Banques Polonaises et rendues public lors d'une conférence en décembre 2008. Disponible sur : <www.zbp.pl/site.php?s=MTlyNTk0MTI>.

10 Enquête sur Internet menée par Money.pl disponible sur : <www.money.pl/banki/wiadomosci/artykuly/ciezkilios;posiada czy;kredytow;banki;uderzaja;spreadem,207,0,383183.html>.

11 Dominiak, T. "Polacy buntuj! się przeciwko bankom." *POLSKA The Times*, 25 février 2009.

12 Enquête réalisée par la Confédération polonaise des Chefs d'Entreprises du Privé Lewiatan. Voir : <www.pkplewiatan.pl>.

13 Nikielwicz, K. Samcik, M et Hatazab, N. "Znikające tanie kredyty." *Gazeta Wyborcza*, 24 février 2009.

14 Brzoska, P. "Łodz cienko przedzie, szwaczki znow traca prace." *Polska – Dziennik Łódzki*, 29 décembre 2008. Voir : <www.polskatimes.pl/dzienniklodzki/pieniazde/74052,lodz-cienko-przedzie-szwaczki-znow-traca-prace,id,t.html>.

15 Budlender, D. "The statistical evidence of care and non-care work in six countries." Genève : Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD). 2008.